

RAPPORT N° 2022/3-10  
au bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 30 Juin 2022

**OBJET : PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DE RESEAUX PRIMAIRES DE COLLECTE DES EAUX USEES SUR LA ROUTE DE BOIS DE NEFLES- COMMUNE DE SAINT-DENIS**

***Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -***

Afin de développer l'assainissement collectif et assurer un niveau de collecte cohérent avec le dimensionnement de la station d'épuration du Grand Prado, la CINOR a prévu d'étendre son réseau d'eaux usées, conformément à son schéma directeur de l'assainissement.

La présente opération d'extension de réseaux a pour objet la réalisation d'ouvrages de collecte des eaux usées sur la route de Bois de Nèfles (*entre le chemin des Acajous et la rue Léo Lagrange*) à Sainte-Clotilde. Outre le raccordement de nouvelles parcelles (9 propriétés), cette opération permettra d'acheminer les eaux usées collectées en amont de la clinique Sainte-Clotilde, sans passer par le réseau privé de cet établissement de santé.

Les travaux consisteront notamment en :

- Des fouilles en tranchées et pose de collecteur principal DN 200 mm en PVC ;
- La pose de tabourets et regards de branchements au droit des parcelles et venelles privées attenantes aux voiries concernées par l'opération ;
- La réalisation des revêtements de chaussées définitifs, sur tranchées, en enrobés à chaud ;
- La signalisation et pré-signalisation du chantier ;
- Les opérations de réception et de vérification des réseaux neufs ;
- La gestion, l'évacuation, la valorisation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

L'enveloppe affectée à l'opération d'assainissement s'élève à **179 844.00 € HT**.

Puisque cette opération est éligible aux aides financières allouées aux collectivités par l'Office Français de la Biodiversité au titre de la solidarité inter-bassin (*OFB – 30%*) et l'office de l'eau de la Réunion (*OLE – 35% des dépenses éligibles*), la CINOR souhaite solliciter auprès de ces organismes des subventions selon le plan de financement ci-dessous :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation OFB € (30% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR  € HT
		Dépense éligible  € HT	Subvention Office de l'eau (35 % de la dépense éligible) €	
179 844,00 €	53 953,20 €	101 200,00 €	35 420,00 €	90 470,80 €
100 %	30,00 %		19,69 %	50,31%

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de réalisation de réseaux primaires de collecte des eaux usées sur la route de Bois de Nèfles – Commune de Saint Denis,
  - autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **35 420,00 €** sur la base du montage financier précédent,
  - autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), d'une subvention d'un montant de **53 953,20 €** sur la base du montage financier précédent
  - approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **90 470,80 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.
- Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président  
Maurice CIRONO



**DECISION N°2022/3-10  
du bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET**

**PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DE RESEAUX PRIMAIRES DE COLLECTE DES EAUX USEES SUR LA ROUTE DE BOIS DE NEFLES– COMMUNE DE SAINT-DENIS**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission

Sur le RAPPORT n° 2022/3-10 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réalisation de réseaux primaires de collecte des eaux usées sur la route de Bois de Nèfles (portion comprise entre le chemin des Acajous et la rue – Commune de Saint Denis,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation OFB € (30% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR  € HT
		Dépense éligible  € HT	Subvention Office de l'eau (35 % de la dépense éligible) €	
179 844,00 €	53 953,00 €	101 200,00 €	35 420,00 €	90 470,80 €
100 %	30,00 %		19,69 %	50,31%

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **35 420,00 €** sur la base du montage financier précédent.

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Office Français de la Biodiversité, une subvention d'un montant **53 953,00 €** sur la base du montage financier précédent.

**ARTICLE 4**

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **90 470,80 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 10  
Suffrages exprimés : 10  
Vote pour : 10  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde **08 JUL 2022**

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-10-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022